

La précarité accessible

C'est sous ce titre interpellant et de nature à soulever pas mal d'interrogations que le COF¹ et la FCPL² invitaient les agents PMS à une journée de réflexion aux anciens Abattoirs de Bommel, à Namur. La précarité, c'est le manque de moyens, mais aussi l'isolement, le déracinement, l'humiliation, la surcharge psychique, ou encore le non-accès à la culture. Elle est au cœur même du travail des centres PMS. Rythmée par les interventions de rappers venus de Herstal (très inspirés par la problématique évoquée), émaillée de témoignages de terrain évoquant des initiatives positives, la journée a également été l'occasion d'entendre divers experts, qu'entrées libres a rencontrés. Nous vous proposons aussi un éclairage du Professeur **Pierre PÉRIER** sur une réflexion menée à Rennes concernant l'école face à la précarité familiale.

Aller voir au-delà des chiffres

Philippe DEFEYT est économiste, président du Conseil supérieur du logement et ancien président du CPAS de Namur. Il aborde la précarité sous l'angle économique.

« En Belgique, on a adopté, il y a une petite vingtaine d'années, une définition. On a fait un choix politique qui est un arbitrage, un consensus entre tous les pays européens pour se mettre d'accord sur la même manière de calculer la pauvreté : est considérée comme pauvre, toute personne seule qui gagne moins de 1150 EUR net par mois, et quand on est à deux, moins de 1725 EUR net par mois. Je pense que cette définition, qui est d'application dans toute l'Europe, est un peu courte et nous distrait peut-être de l'essentiel. (...) »

On peut progressivement construire des approches plus sophistiquées, plus ambitieuses, qui peuvent avoir un véritable impact politique et apporter à la fois une grande ouverture et une grande mobilisation. Interrogeons-nous sur les véritables besoins de chacun d'entre nous. Il y a, bien sûr, les besoins de subsistance : on doit survivre, prendre le minimum de calories nécessaires pour être encore là le lendemain. Mais au-delà de ça, on a plein de besoins.

On va commencer, par exemple, par un besoin qui ne vient pas spontanément dans une discussion sur la pauvreté, c'est le besoin d'affection : des personnes de tous milieux, dans toutes sortes de circonstances,



peuvent être « pauvres » en affection. Le besoin de se réaliser : il y a des personnes pauvres, qui n'ont pas l'occasion de se réaliser, parce qu'on ne leur fait pas confiance, parce qu'on ne les a pas préparées à cela dans leur parcours scolaire... Le besoin d'être reconnu, qui existe de haut en bas et de bas en haut de l'échelle des revenus : tout le monde a besoin d'être reconnu. Pierre PÉRIER (lire p.14) disait justement que les parents de familles précaires ne sont pas nécessairement reconnus par l'école en tant que parents et en tant que parents d'élèves.

Et si on parlait de la question « comment une société peut-elle aider chacun(e) d'entre nous à satisfaire tous ses besoins, et pas seulement les besoins de subsistance » ?

Avec cette ambition-là, on peut dire qu'on met la barre très haut, mais au moins, on se donne un sens et d'autres critères. Comment se fait-il qu'on puisse ne pas se réaliser dans une société, avec tous les dispositifs et possibilités qui existent, et qui sont peut-être plus importants aujourd'hui qu'hier, avec les nouvelles technologies, comment des gens peuvent-ils encore ne pas se réaliser, ne pas être respectés dans leurs différences et dans ce qu'ils sont ? »

Assuré, rassuré, ré-assuré

Hubert BOUTSEN est pédopsychiatre au Service de santé mentale de Dinant et à Alternatives familiales

à tous

Marie-Noëlle LOVENFOSSE



à Braine-l'Alleud. Il aborde la précarité sous l'angle de la santé mentale, du psychique et de l'affectif.

« J'insiste sur l'importance de respecter les rythmes, les émotions des bébés et des enfants, pour permettre au processus de santé mentale de se construire et de s'apprendre par la construction des processus de représentation, c'est-à-dire d'images mentales, dans la mesure où on est suffisamment assuré, rassuré, ré-assuré. D'où toute l'importance de la fonction parentale, les parents de naissance, mais aussi toutes les personnes qui vont accompagner la qualité d'un « nursing » au quotidien, dont les instituteurs(-trices) maternel(le)s, avec lequel(le)s les enfants passent la plus grande partie de leur temps éveillé. (...) »

Tout l'enjeu est de comprendre comment cette santé mentale se construit sur l'intelligence (apprendre à apprendre) et sur l'imaginaire, qui sont deux fondements psychologiques, c'est ça qui va permettre aux enfants d'avoir suffisamment de confiance en eux et de développer cette capacité de pouvoir compter sur eux et donc de pouvoir jouer seul pour, après, pouvoir jouer avec les autres. (...)

Mais l'école a été formatée pour apprendre aux enfants qui vont bien. Elle n'a pas développé beaucoup d'outils pour soutenir des enfants qui, à un moment donné, sont en difficulté ou en précarité psychique. (...)

Depuis quelques dizaines d'années, il y a eu une explosion exponentielle de connaissances sur le développement de l'expressivité motrice des bébés et de toute l'organisation du cerveau, et ce qui est probablement, je pense, un grand changement, c'est que les neurosciences montrent l'importance des émotions. Je ne suis pas sûr que l'école laisse beaucoup de place à l'expressivité motrice. Tous les bébés du monde s'endorment dans leur sommeil de rêves et vont montrer six mimiques fondamentales : peur, colère, tristesse, surprise, dégoût, plaisir. Ce qui est important, c'est de voir comment cette gestion tonique dans l'expressivité motrice va être suffisamment soutenue par le regard et la contenance de l'école. Il n'y a pas suffisamment de réflexion sur l'importance du corps. On parle de motricité, mais moi je parle d'expressivité motrice. C'est dans ce sens-là qu'il y a à réfléchir et au fur et à mesure qu'il y aura cette dialectique entre cette expressivité motrice, qui n'est pas que de la motricité, mais qui est aussi tout le plaisir de se sentir accueilli et donc d'être assuré, rassuré, ré-assuré. »

On crée des individus qui ne savent pas qui ils sont

Jean-Michel LONGNEAUX est chargé de cours aux Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur et conseiller en éthique dans le monde de la santé et de l'éducation. Il aborde la précarité sous l'angle philosophique.

« D'une manière ou d'une autre, même quand on n'en a pas conscience ou qu'on ne le fait pas explicitement, nous portons

les représentations sociales de notre propre culture qui, inmanquablement, marginalisent ou condamnent à la précarité certaines personnes. Prenez le discours socio-économique, dominant, et dont nous sommes nous-mêmes les acteurs – surtout quand on travaille, c'est le comble ! Il fait paraître cette idée que ce qui est normal pour un être humain dans la force de l'âge, c'est de travailler, d'être productif, rentable. Cela exclut donc les chômeurs, les personnes qui n'arrivent pas à entrer sur le marché de l'emploi ou qui en sont exclues par principe, pour une raison ou une autre. Il n'y a rien à faire, on aura beau être respectueux par ailleurs, en attendant, on dit (ou on pense) de ces gens qu'ils ne sont pas comme ils auraient dû être. (...)

Ce que montrent certains auteurs, c'est que l'école est le lieu où on va convaincre les élèves, par une éducation sur plusieurs années, qu'ils sont responsables de leurs échecs (t'avais qu'à étudier !). Cela a pour conséquence qu'on enfonce le clou de l'autonomie : je suis quelqu'un qui dois être autonome, et on m'éduque pour que je puisse un jour le devenir. Et les parents font ça aussi, tout le monde y travaille, en ne se rendant pas compte qu'au final, ce que l'on fait, c'est créer des individus qui vivent dans l'ignorance des causes qui les poussent à agir, c'est-à-dire des individus qui ne savent pas qui ils sont. J'ai l'impression que tout ce que je fais, c'est moi qui l'ai décidé.

Un exemple : les gens sont persuadés que s'ils partent en vacances, c'est parce qu'ils l'ont choisi. Mais quand vous réfléchissez, en réalité, c'est parce que nous sommes baignés dans une culture où les vacances existent, et nous sommes tellement imprégnés de cette culture qui nous détermine, que le fait qu'il y ait des vacances ou pas, ce n'est même plus une question ! Les gens ne voient pas d'où viennent les vacances, ça leur semble normal. Je ne vois pas que ça m'influence, que ça me détermine dans le choix de partir ou pas ; l'argent que j'ai va me déterminer où je veux aller, ou bien je n'ai pas d'argent cette année-ci, donc je ne pars pas...

Certains auteurs très critiques vont dire que c'est la meilleure façon d'asservir les individus quand on les empêche de savoir qui ils sont, pourquoi ils font ce qu'ils font, et qu'on leur donne simplement l'impression que ça ne dépend jamais que de leur bon vouloir, finalement. »

Parents invisibles ou inaudibles ?

Pierre PÉRIER³ se propose de livrer quelques éléments d'une réflexion qui se poursuit depuis une quinzaine d'années à Rennes sur l'école face à la précarité familiale. Comment ces parents, que l'on dit « invisibles » mais qui, en réalité, sont souvent « inaudibles », font-ils avec les attentes normatives de l'institution scolaire ? Quels principes, quels garde-fous dégager pour penser l'action face à une complexité que les agents PMS connaissent bien ?

C'est en lien avec ATD Quart-Monde que le chercheur a pu aller au contact de ces parents que l'école ignore bien souvent. La précarité, rappelle-t-il, c'est l'incertitude, l'insécurité qui prend des formes diverses dans un contexte où chacun peut se sentir plus fragile. La pauvreté, c'est quand ces précarités se concrétisent, s'enkystent dans l'existence concrète des individus, se cumulent et durent.

« Il est assez terrible de constater, souligne-t-il, qu'il y a une forme de loi de reproduction : on voit que ceux qui ont connu la pauvreté la connaissent encore dans la génération suivante, et elle se répète notamment à travers l'école. »

Le chemin est long et difficile pour s'en sortir, surtout si on manque de soutien, particulièrement celui des institutions, ou plutôt des acteurs qui les représentent au quotidien. La pauvreté, c'est une perte de statut, une dévalorisation sociale. Dans le modèle néolibéral qui est le nôtre, les pauvres apparaissent comme des assistés, responsables de leur mauvais sort.

L'école pour devenir autre

Quel type d'accompagnement pourrait aider les personnes en situation de pauvreté à reprendre leur autonomie, à se remobiliser face à leur destin ? C'est nous-même que nous devons interroger au travers du regard qu'on porte sur elles, insiste P. PÉRIER, en commençant par considérer, même si certains facteurs sont récurrents dans les situations vécues, que chacune a un parcours singulier. « Un deuxième aspect qui me semble très important pour comprendre



Photo : Laurent NICKS

l'expérience de la pauvreté, poursuit-il, c'est la question du lien social. C'est l'idée que vous n'êtes jamais reconnu, gratifié. Vous êtes au plus bas de la considération sociale, en retrait, invisibilisé, y compris à l'école. » Conséquence : on n'attend plus rien de la société (désaffiliation), ou on recherche la solidarité à l'échelle d'une communauté ethnique ou confessionnelle (suraffiliation), avec le risque de repli sur soi et d'éloignement par rapport à l'ensemble de la société.

Pour sortir de la spirale infernale de la pauvreté, le sociologue Jean-Pierre TERRAIL évoque le concept de désaffiliation positive : c'est l'idée qu'il faut une rupture, une forme d'autorisation à devenir différent, et qu'on soit accompagné dans ce chemin pratique et symbolique par lequel on va devenir autre, s'émanciper de sa condition sociale. Qui mieux que l'école peut le faire ?

Réciprocité et reconnaissance

L'idée, pour que les enfants de familles pauvres « réussissent à l'école », c'est de « faire avec » les parents, de les associer autant que possible, et par cette coopération, ce partenariat, donner plus de chances à ceux qui en ont moins. « Chacun va devoir composer avec l'autre, apprendre de lui et tirer profit de cette relation réciproque », explique P. PÉRIER.

Comment ? En évitant d'être dans une sorte de confrontation entre les cultures différentes, mais en étant tout de même conscient qu'on se trouve dans un rapport asymétrique, puisque c'est l'école qui « a le pouvoir ». Les parents dont il est

question ici souffrent d'un déficit de reconnaissance. Ce n'est pas tant de parler avec eux qui importe, mais plutôt d'écouter ce qu'ils ont à dire. Trop souvent, on pense et on parle à leur place. Et on les imagine démissionnaires, alors qu'ils ignorent simplement comment fonctionne le système scolaire.

Quels sont, pour le chercheur, les principes à mettre en œuvre pour une coopération équitable ? Avoir collectivement l'ambition de travailler avec les parents, les reconnaître tels qu'ils sont, avec ce qu'ils font pour leur enfant à la mesure de ce dont ils sont capables, diversifier les modalités de communication et de représentation (la parole c'est chaud, l'écrit c'est froid et ça disqualifie quand on ne le maîtrise pas ; il est important de leur donner des occasions et des modalités de s'exprimer en étant rassurés), expliciter les règles d'échange et les attentes réciproques, soutenir et accompagner les parents sans que cela soit un stigmate supplémentaire et les renvoie à une image d'assistés, de subordonnés, voire de dominés (autrement dit, prendre en compte les différences sans les hiérarchiser), évaluer l'action (il faut objectiver ce qui est fait et en rendre compte, car c'est utile pour essayer de quoi s'inspirer et transposer ailleurs ce qui a pu avoir une certaine pertinence à un moment donné). ■

-
1. Conseil pour l'organisation des formations
 2. Fédération des Centres PMS libres
 3. Professeur à l'Université de Rennes. Il anime des séminaires sur le thème des relations écoles-familles populaires.